

La consolidation juridique du système des traités d'Utrecht et de Rastatt par la diplomatie franco-anglaise (1713-1725)

Frederik Dhondt¹

Professeur à la Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Chargé de recherches du Fonds de la Recherche Scientifique – Flandre (FWO), Université de Gand

Grâce aux travaux de Lucien Bély², l'étude de la sociabilité internationale s'est imposée comme une précondition évidente à celle des grands accords ou des intrigues politiques de la guerre de Succession d'Espagne. Les interactions, plutôt que les affirmations de positions unilatérales, nous renseignent à la fois sur le mode de penser et d'agir des principaux acteurs politiques. Une culture suppose des référents communs, une éducation partagée, des moments de sociabilité comme des fêtes ou des cérémonies et un ensemble de normes d'action implicites³.

La contribution présente approche le monde des diplomates à travers une lecture juridique⁴. En apportant des réponses complémentaires, cette grille d'interprétation permet d'élucider des situations infiniment compliquées qui échappent aux seules études culturelles ou politiques. Emmanuel Le Roy Ladurie désigna les trois décennies après la Paix d'Utrecht comme les « trente heureuses⁵ ». En effet, la France et la Grande-Bretagne ne se déclarèrent point la guerre jusqu'à la querelle de la Succession d'Autriche⁶. Ceci constitue une rupture par rapport à la lecture traditionnelle des relations franco-anglaises comme basées sur une rivalité éternelle⁷.

Comment expliquer cette coopération franco-anglaise ? Le grand danger méthodologique d'une étude de la diplomatie de la Régence⁸ ou de Fleury⁹ est de se perdre dans le détail de la

¹ Je tiens à remercier le professeur Rik Opsommer (Gand) pour ses remarques sur une version antérieure de ce texte.

² Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990.

³ Pierre Bourdieu, *Sur l'État: Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, coll. « Philosophie générale », 2012.

⁴ Frederik Dhondt, « La culture juridique pratique au Congrès de Cambrai (1722-1725) », *Revue d'histoire diplomatique* vol. CXXVII, n° 3, 2013, p. 271-292.

⁵ Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Ancien Régime. II: l'absolutisme bien tempéré (1715-1770)*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1991, p. 90.

⁶ Reed Browning, *The War of the Austrian Succession*, New York, St Martin's Griffin, 1995.

⁷ Robert Tombs et Elisabeth Tombs, *That sweet enemy: the French and the British from the Sun King to the present*, London, W. Heinemann, 2006; John Bromley, « The Second Hundred Years' War (1689-1815) », dans Douglas Johnson, François Crouzet et François Bédarida (dir.), *Britain and France: Ten centuries*, Folkestone, Dawson, 1980, p. 139-172; François Ternat, *Partager le monde : rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*, Paris, PUPS - Presses de l'université Paris-Sorbonne, « Collection du Centre Roland Mousnier », 2015.

⁸ Louis de Sévelinges, *Mémoires secrets et correspondance inédite du cardinal Dubois, premier ministre sous la Régence du duc d'Orléans*, Paris, Pillet, 1815 ; Dom H. Leclercq, *Histoire de la Régence pendant la minorité de Louis XV*, Paris, H. Champion, 1921 ; P.E. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du cardinal de Fleury*, Paris, Paulin, 1832.

⁹ Arthur McCandless Wilson, *French Foreign Policy during the Administration of Cardinal Fleury: a study in diplomacy and commercial development*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, coll. « Harvard Historical Studies; 40 », 1936 ; Marie-Elisabeth-Edmond-Maxime Comte de Sars, *Le cardinal de Fleury : apôtre de la paix*, Paris, Hachette, coll. « de l'Histoire », 1942; Paul Vaucher, *Robert Walpole et la politique de Fleury (1731-1742)*, Paris, Plon, 1924.

multitude d'affaires contentieuses, et de méprendre des énumérations baroques pour des listes de revendications absolues. Tout d'abord, les historiens diplomatiques cherchèrent dans les relations personnelles, éminemment importantes dans la société de cour d'Ancien Régime¹⁰. Cette approche fut critiquée par des historiens nationalistes, qui voyaient dans l'attitude complaisante à l'égard de l'Angleterre une « trahison » des intérêts éternels de la France¹¹. Plus récemment, le cardinal Dubois fut réhabilité comme un précurseur d'une « certaine idée de l'Europe¹² », ou comme le « génie politique de la Régence¹³ ». Je ne contesterai pas cette dernière affirmation. Cependant, pour compléter notre image de la diplomatie post-louisquatorzienne, il importe d'y incorporer la dimension essentielle du droit. Ensuite, je déclinerai les conséquences de cette grille de lecture sur la diplomatie de cour à cour et celle des congrès.

I. Histoire du droit international et histoire diplomatique : quelques remarques théoriques et méthodologiques

La Paix d'Utrecht (11 avril 1713¹⁴) ni celle de Rastatt (6 mars 1714¹⁵) ou Baden (7 septembre 1714¹⁶) ne contiennent des engagements mutuels entre Charles VI (1685-1740)¹⁷ et Philippe V (1683-1746)¹⁸. Leur rivalité belliqueuse resurgit de juillet 1717 à février 1720 pendant la guerre dite de la Quadruple Alliance¹⁹. Cependant, le conflit n'embrasa pas l'Europe occidentale entière, comme cela aurait pu être le cas. La guerre de Succession de Pologne (1733-1735²⁰) fut sanglante en péninsule italienne, mais ne déborda pas sur les Pays-Bas Autrichiens, traditionnel théâtre de la guerre²¹. Malgré le risque considérable d'une nouvelle déflagration, les négociations entre souverains européens réussirent donc à contenir les tensions dans un système diplomatique.

¹⁰ Émile Bourgeois, *La diplomatie secrète au XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1909-1911, 3 vol.

¹¹ Pierre Muret, *La prépondérance anglaise (1715-1763)*, Paris, Librairie Félix Alcan, coll. « Peuples et Civilisations; IX », 1937.

¹² Guy Chaussinand-Nogaret, *Le Cardinal Dubois, 1656-1723 ou une certaine idée de l'Europe*, Paris, Perrin, 2000.

¹³ Alexandre Dupilet, *Le cardinal Dubois le génie politique de la Régence*, Paris, Tallandier, 2015.

¹⁴ Pour la France (hors traités de commerce) : Traité de paix entre Louis XIV et la Reine Anne, Utrecht, 11 avril 1713, Jean Du Mont de Carels-Kroon, *Corps Universel Diplomatique du Droit des gens*, La Haye, Adrien Moetjens, 1726-1731, [CUD] VIII/1, n°. CLI, 339-345 ; Traité de paix entre Louis XIV et Jean V du Portugal, Utrecht, 11 avril 1713, *ibid.*, n°. CLIII, 353-356 ; Traité de paix entre Louis XIV et Frédéric Guillaume I^{er} de Prusse, Utrecht, 11 avril 1713, *ibid.*, n°. CLIV, 356-362 ; Traité de paix entre Louis XIV et Victor Amédée II de Savoie, Utrecht, 11 avril 1713, *ibid.*, n°. CLV, 362-366 ; Traité de paix entre Louis XIV et les États-Généraux de la république des Provinces-Unies, Utrecht, 11 avril 1713, *ibid.*, n°. CLVI, 366-377.

¹⁵ Traité de paix entre Charles VI et Louis XIV, Rastatt, 6 mars 1714, CUD VIII/1, n°. CLXX, 415-423.

¹⁶ Traité de paix entre Charles VI, le Saint-Empire Germanique et Louis XIV, Baden, 7 septembre 1714, CUD VIII/1, n°. CLXXIV, 436-444.

¹⁷ B. Rill, *Karl VI. Habsburg als barocke Grossmacht*, Graz/Wien/Köln, 1992.

¹⁸ Henry Kamen, *Philip V of Spain: the king who reigned twice*, New Haven, Yale University Press, 2001; Alfred Baudrillart, *Philippe V et la cour de France : d'après des documents inédits tirés des archives espagnoles de Simancas et d'Alcala de Hénarès et des Archives du Ministère des affaires étrangères à Paris*, Paris, Didot, 1890; Catherine Désos, *Les Français de Philippe V: un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne, 1700-1724*, Paris, PUF, 2009.

¹⁹ Ottocar Weber, *Die Quadrupel Allianz von 1718*, Wien, 1887; Guido Quazza, *Il problema italiano e l'equilibrio europeo, 1720-1738*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, coll. « Biblioteca di storia italiana recente, nuova seria; 7 », 1965.

²⁰ J.L. Sutton, *The King's Honor and the King's Cardinal: the War of the Polish Succession*, Lexington, University Press of Kentucky, 1980.

²¹ René Dollot, *Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière (1609-1830)*, Paris, Félix Alcan, 1902.

Les deux prétendants avaient conclu une convention de neutralité d'Italie et d'évacuation de la Catalogne, le 14 mars 1713²². En réalité, les plénipotentiaires français l'avaient négociée au nom de Philippe V, Charles VI refusant de traiter directement. Ces deux souverains conclurent une paix séparée le 30 avril 1725 à Vienne, à la surprise générale de l'Europe. Ce document aurait pu lui aussi déclencher une guerre générale. L'empereur y promit une de ses filles à un des fils du roi d'Espagne, créant potentiellement une monarchie universelle, à l'image de celle de Charles Quint²³.

Le traité de paix négocié par Johan Willem van Ripperda (1682-1737)²⁴, ambassadeur extraordinaire de Philippe V et puis premier ministre, choqua l'opinion diplomatique de l'Europe. Il allait à l'encontre d'une logique établie de partition de la monarchie d'Espagne. Dès le traité secret dit « de Grémonville » (1668)²⁵, en passant par les traités de partage de 1698 et 1700²⁶, ou encore le Traité de la Grande Alliance (1701²⁷) ou les préliminaires franco-anglais de 1711²⁸, s'était établie une norme générale en diplomatie aussi bien qu'en droit public, qu'aucun prince européen ne pouvait être en état de dominer le continent²⁹.

En général, ce problème est considéré comme politique et non pas comme juridique. Ceci à cause d'un tropisme doctrinaire de beaucoup de juristes-historiens du droit international. Dans une approche généalogique, l'étude de l'histoire du droit entre souverains ou entre États s'est souvent limitée à une analyse philosophique des principes issus des « classiques du droit international »³⁰. Or, le droit international est une discipline fondée sur la pratique³¹. La

²² Convention entre les parties belligérantes, sous la médiation des plénipotentiaires de la reine Anne, pour l'évacuation de la Catalogne et un armistice en Italie, Utrecht, 14 mars 1713, *CUD* VIII/1, n°. CXLVII, 327-330.

²³ Traité de paix entre Charles VI et Philippe V, Vienne, 30 avril 1725, *CUD* VIII/2, n°. XXXVI, 106-113. Frederik Dhondt, « Law on the Diplomatic Stage: the 1725 Ripperda Treaty », dans Viktoria Draganova, Lea Heimbeck, Helmut Landerer, Stefan Kroll et Ulrike Meyer (dir.), *Die Inszenierung des Rechts - Law on Stage*, München, Martin Meidenbauer Verlag, coll. « Yearbook of Young Legal History 2010 », 2011, p. 303-324.

²⁴ Gabriel Syveton, *Une Cour et un aventurier au XVIII^e siècle. Le baron de Ripperda*, Paris, 1896; John Campbell, *Memoirs of the Duke de Ripperda: first ambassador from the States-General to His Most Catholick Majesty, the Duke and Grandee of Spain; afterwards Bashaw and Prime Minister to Muly Abdalla, Emperor of Fez and Morocco, &c. Containing a succinct account of the most remarkable events which happen'd between 1715 and 1736*, London, John Stagg, Daniel Browne, 1740; George Moore, *Lives of Cardinal Alberoni and The Duke of Ripperda and Marquis of Pombal, three distinguished political Adventurers of the last Century exhibiting a View of the Kingdoms of Spain and Portugal during a considerable Time of that Period*, London, J. Rodwell, 1814²; Wolter Albert van Verschuer, *Het staatkundig bedrijf van Joan Willem Baron van Ripperda, 1715-1726*, Leiden, A.W. Sythoff, 1861.

²⁵ Jean Béranger, « Une tentative de rapprochement entre la France et l'Empereur », dans Daniel Tollet (dir.), *Guerres et paix en Europe Centrale aux époques moderne et contemporaine : mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Béranger*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 221-236.

²⁶ John C. Rule, « The Partition Treaties, 1698-1700: A European View », dans Esther Mijers et David Onnekink (dir.), *Redefining William III: The Impact of the King-Stadholder in International Context*, Aldershot, Ashgate, 2007, p. 91-108.

²⁷ Traité d'alliance entre Léopold I^{er}, Guillaume III et les États-Généraux de la république des Provinces-Unies, La Haye, 7 septembre 1701, *CUD* VIII/1, n°. XIII, 89-91.

²⁸ Articles préliminaires de paix conclus entre Louis XIV et la reine Anne, Londres, 8 octobre 1711, *CUD* VIII/1, n°. CXIX, 281.

²⁹ Frederik Dhondt, « Entre droit privé et droit international : la succession d'Espagne aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Cahiers du centre de recherches en histoire du droit et des institutions: Histoire(s) du droit* vol. n° 35-36, 2011, p. 61-102.

³⁰ James Brown Scott, *The Classics of international law*, Washington/New York/Oxford, The Carnegie institution of Washington/Oxford university press/Clarendon press, 1911.

³¹ James Crawford, *Chance, Order, Change: The Course of International Law, General Course on Public International Law*, Leiden, Martinus Nijhoff, coll. « Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye; Collected Courses of the Hague Academy of International Law; 365 », 2013.

structure théorique de ce droit part du constat qu'aucun souverain ne peut contraindre un autre à observer une norme. Les principes liant les États et donc acceptés par eux sont déduits de leur comportement³². Ces principes s'expriment explicitement, dans les traités³³, publiés dans de nombreux recueils³⁴ et, implicitement, dans l'action diplomatique d'un État. Cette dernière est extraordinairement bien documentée³⁵, mais souvent négligée par les historiens du droit.

Étudier l'utilisation du droit dans la diplomatie sous-entend l'adoption d'une perspective de normativité assez large. Ne considérer comme source du droit que les expressions explicites de volonté souveraine, comme les traités contenus dans les collections de Du Mont, Rousset³⁶, ou Schweder³⁷, serait trop restrictif. D'autres documents peuvent révéler des comportements ou des stratégies communs, sans pour autant faire référence à des documents formels précis. Le droit est souvent représenté, se cache derrière une métaphore ou une convention de l'interaction entre souverains³⁸. Le droit des gens en soi n'est jamais unilatéral. Tout d'abord par l'impossibilité de l'appliquer comme le droit interne. Dans son élaboration et son interprétation, il est nécessaire de comparer les points de vue et d'en distiller les chemins qui mènent à la concorde. Les études de Barbara Stollberg-Rilinger³⁹ ou de Pierre Bourdieu⁴⁰ montrent à quel point le comportement culturel des acteurs doit être notre point de départ pour comprendre comment fonctionne le droit dans la négociation.

Éviter la monarchie universelle. Rien de plus simple pour détecter une première norme conductrice des relations internationales du début du XVIII^e siècle. Dans une lettre éloquente à

³² Jean Combacau et Serge Sur, *Droit International Public*, Paris, LGDJ, « Collection Domat; droit public », 2006.

³³ Randall Lesaffer (dir.), *Peace treaties and international law in European history : from the late Middle Ages to World War One*, New York, Cambridge university press, 2004.

³⁴ Jean Du Mont, *Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens*, op. cit.; Frédéric De Martens, « Recherches sur la vie et les écrits de Jean du Mont Baron de Carelscoon, rédacteur du Corps universel diplomatique du droit des gens », dans Frédéric De Martens, *Supplément au recueil des principaux traités d'alliance, de paix, de trêve, de neutralité, de commerce, de limites, d'échange etc.*, Göttingen, Henri Dieterich, 1802. Marion Brétéché, *Les compagnons de Mercure : journalisme et politique dans l'Europe de Louis XIV*, Ceyzérieu, Champ Vallon, coll. « Époques », 2015.

³⁵ J.-P. Samoyault, *Les bureaux du secrétariat d'État des Affaires étrangères sous Louis XV*, Paris, Pedone, coll. « Bibliothèque de la Revue d'histoire diplomatique », 1971; Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires Etrangères 1589-2004*, Paris, Fayard, 2005; Jean Baillou, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français; 1: de l'Ancien régime au Second Empire*, Paris, Éditions du CNRS, 1984.

³⁶ Jean Rousset de Missy, *Recueil historique d'actes, négociations, mémoires et traités, depuis la paix d'Utrecht jusqu'au second congrès de Cambray inclusivement*, La Haye, H. Scheurleer, 1728-1754, 20 vol.

³⁷ Christoph Hermann Schweder, *Theatrum Historicum praetensium et controversiarum illustrium, oder historischer Schauplatz der Ansprüche und Streitigkeiten hoher Potentaten und anderer regierender Herrschafften in Europa*, s.l., s.p., 1727.

³⁸ Frederik Dhondt, « La représentation du droit dans la communauté des diplomates européens des « Trente Heureuses » », *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis / Revue d'Histoire du Droit / The Legal History Review* vol. LXXXI, n° 3-4, 2013, p. 595-620.

³⁹ Barbara Stollberg-Rilinger, *Des Kaisers alte Kleider: Verfassungsgeschichte und Symbolsprache des Alten Reiches*, München, C.H. Beck, 2008.

⁴⁰ Pierre Bourdieu, *Sur l'État: Cours au Collège de France (1989-1992)* (éd. Patrick Champagne, Remi Lenoir, Franck Poupeau et Marie-Christine Rivère), Paris, Seuil, 2011, coll. « Cours et Travaux ».

l'abbé Dubois, à cette époque secrétaire d'état des affaires étrangères du régent⁴¹, James Craggs (1686-1721)⁴², secrétaire d'État pour le Département du Sud, s'exprime comme suit :

« Le monde qui s'est revolté contre des Droits si exorbitans en prevoyant qu'une puissance si enorme ne pouvoit avec le tems manquer d'obtenir la monarchie universelle, a repandu des fleuves de sang et des tresors de richesses [r°] pour eviter cet esclavage. Après tant de batailles gagnées et perdues, après tant de saccagemens de pilleries et de miseres, [...] le Roy d'Espagne comme les autres, renonce formellement a toutes ses pretensions sur le Royaume de France, et cependant non-obstant qu'il ne jouit de la couronne d'Espagne, de quelque maniere qu'on considere la chose qu'en vertu de ce bien public qui ne permette pas que l'Empereur ni le Roi de France, qui sont incontestablement, l'un ou l'autre, legitimes pretendants à ce royaume, l'aient⁴³. »

Sous quelles formes voit-on alors la mise en œuvre pratique des arguments juridiques ? Tout d'abord, la négociation bilatérale de cour à cour. Ensuite, l'interposition comme médiateur entre deux partis opposés. Puis, l'arbitrage ou la décision déléguée par les partis. Finalement, les représailles, et, en dernier ressort, la guerre.

II. Diplomatie bilatérale

Après une période d'hésitation qui suit la mort de Louis XIV (15 septembre 1715), le régent joue un double jeu. Essayant de se réconcilier avec Philippe V, il tente aussi de convaincre le nouveau roi de Grande-Bretagne, Georges I^{er}⁴⁴, d'unir les forces. Ce dernier fut un opposant convaincu à Louis XIV pendant la Guerre de Succession d'Espagne. Après les préliminaires de paix franco-anglais et le désistement de fait de l'armée anglaise des Flandres en mai 1712⁴⁵, le Hanovre continua le combat aux côtés de Charles VI. De même, l'installation d'un gouvernement whig lors de l'arrivée de Georges I^{er} fut de mauvaise augure⁴⁶. Des figures de proue comme James Stanhope (1690-1756)⁴⁷ ou Robert Walpole (1676-1745) avaient combattu

⁴¹ Jean-Pierre Thomas, *Le Régent et le cardinal Dubois ou l'art de l'ambiguïté*, Paris, Payot, 2004; L. Wiesener, *Le Régent, l'Abbé Dubois et les Anglais, d'après les sources britanniques*, Paris, Hachette, 1891-1899; Jean-Christian Petitfils, *Le Régent*, Paris, Fayard, 2001; Josph Hugh Shennan, *Philippe, Duke of Orléans : Regent of France, 1715-1723*, London, Thames & Hudson, coll. « Men in office », 1979; Philippe Erlanger, *Le Régent*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire; 6 », 1985 [1938]; Jean Meyer, *Le Régent*, Paris, Ramsay, 1985; Alexandre Dupilet, *La Régence absolue: Philippe d'Orléans et la polysynodie*, Seyssel, Champ Vallon, coll. « Époques », 2011.

⁴² Stuart Handley, « Craggs, James, the younger (1686–1721) », *Oxford Digital Dictionary of National Biography*, 2009.

⁴³ James Craggs à Guillaume Dubois, Whitehall, 26 novembre 1718, National Archives (Kew) [NA], State Papers Foreign [SP], 78, 162, fol. 386r°-400v°.

⁴⁴ Ragnhild Hatton, *George I*, New Haven, Yale University Press, coll. « Yale English Monarchs », 2001 [1978].

⁴⁵ Clyve Jones, « The Vote in the House of Lords on the Duke of Ormond's 'Restraining Orders, 28 May 1712' », *Parliamentary History* vol. XXVI, n° 2, 2007, 160-184; Maurice Sautai, *La Manoeuvre de Denain*, Lille, Lefebvre-Ducrocq, 1902; Gerard Lesage, *Denain 1712: Louis XIV sauve sa mise*, Paris, Economica, 1992.

⁴⁶ Basil Williams, *The Whig Supremacy 1714-1760*, Oxford, Clarendon Press, coll. « The Oxford History of England », 1988.

⁴⁷ Basil Williams, *Stanhope. A Study in Eighteenth-Century War and Diplomacy*, Oxford, Clarendon Press, 1932; Hugh Stanhope, *Memoirs of the Life and Action of the Rt. Hon. James, Earl Stanhope*, 1721.

le gouvernement tory de Bolingbroke (1678-1751)⁴⁸ et Harley (1661-1724)⁴⁹ qui avait conclu la paix et destitué le centurion Marlborough⁵⁰.

Les relations entre Philippe V et le régent achoppèrent sur la question des renonciations qu'avait prononcées le premier au trône de France⁵¹. Les obstacles à une réconciliation avec Georges I^{er} étaient conjoncturels, et non structurels. L'abbé Dubois, précepteur du jeune duc d'Orléans, qui accompagna jadis le maréchal de Tallard à Londres lors de la négociation des traités de partage (1698), partit pour La Haye, le 2 juillet 1716, déguisé en collectionneur d'art et de livres, sous le nom de sieur de Saint Albin⁵². Dubois dut faire de son mieux pour convaincre James Stanhope, qui refusa toute ouverture. Cependant, l'arrivée de 40 000 soldats russes dans le duché de Mecklembourg, limitrophe au Hanovre, changea la donne complètement⁵³. Georges I^{er} se sentant menacé dans sa politique baltique, vit l'occasion de lier les deux théâtres occidental et septentrional. Le régent étant prêt à expulser le Prétendant jusqu'en Italie, à observer les obligations concernant Dunkerque issues des Traités d'Utrecht, Georges pouvait voir l'alliance française comme la garantie définitive de la succession protestante. Qui avait reconnu le Prétendant et essayé de le faire débarquer en Écosse en 1708⁵⁴ ? Qui avait soutenu Jacques II en Irlande, si ce ne fut Louis XIV ?

Le 28 novembre 1716, Guillaume Dubois et James Stanhope conclurent un traité secret et bilatéral d'alliance et de garantie entre Louis XV et Georges I^{er}. Garantir « Les successions à la couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, et à la Couronne de France suivant les [...] Traitez [d'Utrecht] » fut l'« objet et le véritable but » de leur alliance, afin d'ainsi « conserver et maintenir réciproquement la Paix et la tranquillité » (article 5)⁵⁵. Ce document bilatéral fut négocié par Dubois à La Haye, après un séjour dans la résidence d'été de Georges I^{er} à Herrenhausen (Hanovre). Le choix de La Haye n'était pas une coïncidence. Stanhope insistait sur l'inclusion de la république des Provinces-Unies, convoitée par la diplomatie parallèle du maréchal d'Huxelles, président du conseil des Affaires étrangères. Les États-Généraux accédèrent à l'alliance bilatérale franco-anglaise, qui se constitua ensuite en Triple Alliance, le 4 janvier 1717⁵⁶. En cas de menace pour la succession de Louis XV ou de Georges I^{er}, la France et les Puissances Maritimes affronteraient alors l'agresseur.

⁴⁸ Henry Saint-John Viscount Bolingbroke, *Bolingbroke's Defence of the Treaty of Utrecht*, Cambridge, Cambridge University Press, 1932; Brian William Hill, « Oxford, Bolingbroke, and the Peace of Utrecht », *Historical Journal* vol. XVI, n° 2, jun. 1973, p. 241-263.

⁴⁹ Edward Stanley Roscoe, *Robert Harley, Earl of Oxford, Prime Minister 1710-1714. A study of politics and letters in the age of Anne*, London, Methuen & Co., 1902.

⁵⁰ David Chandler, *Marlborough as military commander*, London, Spellmount, 2003; Winston Churchill, *Marlborough. His Life and his times*, Chicago, Chicago University Press, 2002 [1948].

⁵¹ Renonciation de Philippe V comme roi d'Espagne à la couronne de France pour lui et des descendants à perpétuité, en faveur du duc de Berry et des autres princes du sang de France, Madrid, 5 novembre 1712, *CUD* VIII/1, n°. CXXXVI, 310-312.

⁵² Émile Bourgeois, *La diplomatie secrète, op. cit.*, I, p. 95. Dubois prétendait vouloir acquérir une partie de la bibliothèque de Guillaume III, en vente à ce moment-là, ainsi qu'un tableau de la série *Les sept sacrements* (1637-1640) par Nicolas Poussin.

⁵³ Manfred Hellmann, « Die Friedensschlüsse von Nystad (1721) und Teschen (1779) als Etappen des Vordringens Russlands nach Europa », *Historisches Jahrbuch* vol. XCVII/XCVIII, n° 1978, p. 270-288.

⁵⁴ Frederik Dhondt, *Op Zoek naar Glorie in Vlaanderen. De zonnekoning en de Spaanse Successie (1707-1708)*, Heule, UGA, 2012, coll. « Standen en Landen/Anciens Pays et Assemblées d'États, CVIII », p. 384-396.

⁵⁵ Traité d'alliance et de garantie entre Louis XV et Georges I^{er} La Haye, 28 novembre 1716, Archives du ministère des Affaires Étrangères et du Développement International [AMAE], Base des Traités, (<http://www.diplomatie.gouv.fr/traites/affichetraite.do?accord=TRA17160001>).

⁵⁶ Traité d'alliance entre Louis XV, Georges I^{er} et les États-Généraux, La Haye, 4 janvier 1717, *CUD* VIII/1, n°. CLXXXVI, 484-488.

Le *casus foederis*⁵⁷ ne manqua pas de se produire. Le 22 août 1717, la flotte espagnole touchait la Sardaigne. Ce royaume relevait de l'empereur Charles VI depuis le Traité d'Utrecht. Les Espagnols prenaient comme prétexte que des négociations étaient en cours –ce qui était vrai– entre l'empereur Charles VI, d'une part, et les Anglais, de l'autre, afin d'obtenir la Sicile pour l'Autriche et de l'échanger contre la Sardaigne avec le duc de Savoie, Victor Amédée II (1666-1732)⁵⁸. Or, cet échange contreviendrait au droit de réversion stipulé dans l'acte de cession espagnol de la Sicile qui précisait que ce royaume devait revenir à la couronne d'Espagne⁵⁹. Le raisonnement était assez léger. L'invasion de la Sardaigne fut clairement une reprise de la confrontation armée et non une rupture de la paix au sens strict, puisqu'aucun traité de paix n'existait entre Philippe V et Charles VI.

Les circonstances de cette invasion isolèrent l'Espagne. Des rumeurs que Giulio Alberoni (1664-1752)⁶⁰, premier ministre, tramait un complot avec la Suède, les Jacobites et même la Sublime Porte, pour renverser les monarchies française et anglaise, avaient déjà mené à l'arrestation puis l'expulsion des ambassadeurs suédois en Angleterre et espagnol à Paris⁶¹. En plus, le chapeau d'Alberoni n'avait été obtenu qu'en échange d'une promesse de venir en aide à l'empereur et la république de Venise contre les Ottomans⁶². L'Espagne avait même obtenu le droit de taxer le clergé pour financer une expédition qui mena finalement... en Sardaigne.

Une réponse franco-anglaise sembla inévitable. En septembre 1717, Dubois partit pour Hampton Court. Pendant des conférences trilatérales avec l'ambassadeur Pentenriedter (+1728)⁶³ et James Stanhope, on essaya d'associer l'empereur à la Triple Alliance. Cependant, il ne fallait aucunement punir l'Espagne de façon trop excessive. L'invasion espagnole de l'Italie était une suite logique de l'excès de pouvoir impérial. François Farnèse (1678-1727), oncle d'Elisabeth, reine d'Espagne et seconde épouse de Philippe V, était à l'origine de l'invasion⁶⁴. Accordant la Sicile à l'empereur, ce qui sembla acquis, lui aurait donné la main en Italie. Comme solution de rechange, Dubois et Stanhope imposèrent le retour de l'Espagne, mais par voie légale, en donnant un droit éventuel de succession aux enfants nés des secondes

⁵⁷ Événement spécifique ou ensemble de circonstances donnant lieu à l'activation d'une alliance militaire. Voir la définition d'Emer de Vattel, *Le droit des gens, ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, [Londres], 1757, Livre III, Chapitre VI, §88.

⁵⁸ Geoffrey Symcox, *Victor Amadeus. Absolutism in the Savoyard State 1675-1730*, London, Thames and Hudson, coll. « Men in Office », 1983.

⁵⁹ Instrument de cession du Royaume de Sicile, par le duc d'Anjou comme roi d'Espagne, à Victor Amédée duc de Savoie, Madrid, 10 Juin 1713, *CUD VIII/1*, n°. CLXII, 389-392, art. II: "*Que a falta de Sucesion Masculina de constante legitimo Matrimonio del Duque de Saboya, y líneas, a cuyo favor hago esta cession, como se ha expresado, el dicho Reyno de Sicilia volverá a incorporarse en la Corona de España*". Elisa Mongiano, "*Universae Europae securitas*" *I trattati di cessione della Sardegna a Vittorio Amedeo II di Savoia*, Torino, Giappichelli Editore, 1995.

⁶⁰ Bourgeois, *La Diplomatie secrète, op. cit.*, vol. II; Simoin Harcourt-Smith, *Cardinal of Spain: the Life and Strange Career of Giulio Alberoni*, New York, Knopf, 1955; P. Castagnoli, *Il Cardinale Giulio Alberoni*, Piacenza, 1929; Mil. R. Vesnitch, « Cardinal Alberoni: An Italian Precursor of Pacifism and International Arbitration », *The American Journal of International Law* vol. VIII, n° 1, Jan. 1913, p. 51-82

⁶¹ Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy. Franco-British Diplomacy after the Peace of Utrecht*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff/Brill, coll. « Legal History Library, 17; Studies in the History of International Law, 7 », 2015, p. 84-92, 122-126.

⁶² Istvan Parvev, *Habsburgs and Ottomans between Vienna and Belgrade (1683-1739)*, New York, Columbia University Press, coll. « East European Monographs », 1995.

⁶³ Hans Schlitter, « Penterriedter, Christoph Freiherr von », *Allgemeine Deutsche Biographie*, München, Historische Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1887, vol. 25, p. 361-362.

⁶⁴ Frederik Dhondt, « Bring this mad woman to reason ! Elisabeth Farnese as a female ruler in 18th Century Europe », dans Bruno Debaenst, Hélène Duffuler-Vialle, Iris Lellouche et Sebastiaan Vandenbogaerde (dir.), *(Wo)men and the law: Acta of the XIXth European Forum of Young Legal Historians*, Lille, Université Lille 2 - Centre d'Histoire Judiciaire, 2015, à paraître.

noces de Philippe V, sur les principautés détenues par la famille de sa femme, ainsi que sur la Toscane.

Le 10 mai, après beaucoup de tergiversations, l'empereur agréa, mais avec des réticences, comme le décrit Saint Saphorin (1669-1737)⁶⁵, l'agent bâlois de Georges I^{er} à Vienne :

« il est certain, Mylord, que l'Empereur avoit personnellement la repugnance la plus forte à accorder ces deux grands articles de la renonciation absolue, et des expectatives de Parme et de Toscane. Et ce n'est que comme par violence qu'on a obtenu son consentement là-dessus⁶⁶ »

L'attitude impériale irrita beaucoup les diplomates français et anglais. Bien que Charles VI fût la partie lésée dans son différend sur l'Italie avec l'Espagne, les prétentions que ses diplomates avançaient furent ressenties comme contraires à l'esprit d'alliance :

« chercher toujours à se faire craindre, de profiter de l'embarras des autres, de contester avec opiniâtreté sur les moindres incidents et d'insister sur des prétensions tant anciennes que nouvelles, qui ne lui manquent jamais, afin qu'on soit assez occupé à se défendre contre les difficultés présentes et les nouveaux avantages qu'il veut prendre, pour ne point songer à l'inquiéter sur le passé⁶⁷ »

Cependant, avec l'invasion de la Sicile, le 1^{er} juillet 1718, il devenait urgent de définir une réponse militaire conjointe. Le 18 juillet 1718, Stanhope conclut un traité franco-anglais à Paris, qui contenait l'essentiel de ce qui devait devenir le Traité de Londres⁶⁸. Le maréchal d'Huxelles, bien que fondamentalement opposé à la politique anglaise du régent, signa le traité avec le comte de Stair⁶⁹. Initialement prévue, l'accession de la république des Provinces-Unies n'eut pas lieu. Le texte du 2 août 1718⁷⁰, confirmé par l'ambassadeur impérial Pentenriedter, n'était qu'une « triple » alliance, bien distincte de celle du 4 janvier 1717. Formellement, Georges I^{er} déclara la guerre le 27 décembre 1718, Louis XV le 9 janvier 1719⁷¹. En réalité, l'Espagne était dans une très mauvaise situation depuis la bataille du Cap Passaro (11 août 1718), où l'amiral Byng avait détruit sa flotte. Le jour même où Stanhope et Dubois conclurent le traité d'alliance bilatéral franco-anglais, ils commandèrent à l'amiral de réagir « *strictly and vigorously* » contre l'invasion espagnole de la Sicile⁷². Des campagnes terrestres, menée par le maréchal Berwick⁷³ dans l'Espagne du Nord, et maritime, menée par les Anglais contre Vigo, menèrent Philippe V

⁶⁵ Theo Gehling, *Ein englischer Diplomat am Kaiserhof zu Wien, François Louis de Pesne, Seigneur de Saint-Saphorin, als englischer Resident am Wiener Hof, 1718-1727*, Bonn, Röhrscheid Verlag, coll. « Bonner historische Forschungen. Bd. 25 », 1964.

⁶⁶ Saint-Saphorin à Stair, Laxenbourg, 10 mai 1718, NA, SP, 78, 161, fol. 281v^o.

⁶⁷ La Marck, « Tableau politique de l'Europe », AMAE, Mémoires et Documents, France, t. 458, fol. 45r^o.

⁶⁸ Traité d'alliance entre Louis XV et Georges I^{er}, Paris, 18 juillet 1718, AMAE, Base des Traités [<http://diplomatie.gouv.fr/traites/affichetraite.do?accord=TRA17180005>].

⁶⁹ Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy*, op.cit., p. 126.

⁷⁰ Traité d'alliance entre Charles VI, Louis XV et Georges I^{er}, Londres, 2 août 1718, CUD VIII/1, n^o. CCII, 531-541.

⁷¹ Pour une analyse juridique de ces documents : Frederik Dhondt, « The Law of Nations and Declarations of War after the Peace of Utrecht », *History of European Ideas*, vol. XLII, 2016, à paraître.

⁷² John Dalrymple, second comte de Stair (1673-1747) et James Stanhope à George Byng, Paris, 21 juillet 1718, NA, SP, 78, 161 fol. 416r^o.

⁷³ Arsène Legrelle, *Une négociation inconnue entre Berwick et Marlborough: 1708-1709*, Gand, Dullé-Plus, 1893; Alix de Rohan Chabot, *Le Maréchal de Berwick*, Paris, Albin Michel, 1990.

à renvoyer Alberoni, comme bouc émissaire utile, le 5 décembre 1719, puis d'adhérer au Traité de Londres, le 17 février 1720⁷⁴.

C'est à cette occasion que se produisit une des plus belles joutes juridiques de l'époque. Aussi bien Charles VI que Philippe V avaient des réticences contre la solution élaborée par la France et la Grande-Bretagne. La république des Provinces-Unies choisit d'ailleurs de ne pas participer dans l'effort militaire contre l'Espagne, et de continuer son commerce. L'ambassadeur espagnol à La Haye, Lorenzo Verzuolo marquis de Beretti Landi (1654-1725)⁷⁵, ne disposait pas de pleins pouvoirs pour signer la paix avec l'empereur. Il fallait toute l'ingéniosité de Morville (1686-1732)⁷⁶, futur secrétaire d'état des affaires étrangères, et Cadogan (1675-1725)⁷⁷, ambassadeur et ancien général de Marlborough, pour éviter que l'accession ne tourne mal et que la guerre ne recommence.

Beretti Landi avait été chargé par la cour de Madrid d'adhérer... au traité bilatéral franco-anglais du 18 juillet, non à la Quadruple Alliance de Londres du 2 août ! Cadogan et Morville devaient passer par une déclaration unilatérale, agréée par Beretti Landi. L'accession au traité du 18 juillet devant être appréciée comme une accession à un équivalent du traité ultérieur du 2 août, la volonté de Philippe V exprimée par son plénipotentiaire fut modifiée⁷⁸. Windischgrätz (1686-1746)⁷⁹, ambassadeur impérial à La Haye, se cachait derrière Morville et Cadogan. Ensuite, le plénipotentiaire de Charles VI pouvait réapparaître pour accepter l'accession de Beretti Landi à l'équivalent de la Quadruple Alliance et donc au traité de Londres, sans qu'il y ait eu de contact direct entre les deux partis⁸⁰.

⁷⁴ Accession de Philippe V roi d'Espagne prononcée par lui et par son plénipotentiaire, au traité ou concordat de Londres du 2 août 1718, La Haye, 17 février 1720, *CUD* VIII/2, n. r. XI, 26-27.

⁷⁵ « il a gagné toutes les nations par les dames, » Dubois à la comtesse de Nassau, Hanovre, 23 August 1717, AMAE, CP, Angleterre, 300, fol. 53r^o ; « ses instances, qu'il exaltait à Madrid, étaient tournées en ridicule à La Haye et ne persuadaient personne » Louis de Rouvroy duc de Saint-Simon, *Mémoires de Saint-Simon*, Paris, Par A. de Boislisle, 1879-1928, t. XVI, ch. 12, « un homme vain, ardent, d'une vivacité dangereuse, difficile à corriger, injuste en ses demandes, importuné pour les obtenir. » (Didier Ozanam et Denise Ozanam, *Les diplomates espagnols au XVIII^e siècle*, Madrid/Bordeaux, Casa de Velázquez - Maison des Pays Ibériques, coll. « Collection de la Casa de Velázquez; 64 - Collection de la Maison des Pays Ibériques; 72 », 1998, p. 465. Je réfère à la thèse en cours de Nuria Salles Villaseca (Barcelone), sous la direction de J. Albareda.

⁷⁶ Emmanuel Pénicaud, *FLEURIAU de MORVILLE, Charles Jean-Baptiste*, dans : Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaisse (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires Etrangères*, op. cit., p. 120-126.

⁷⁷ James Falkner, « Cadogan, William, Earl Cadogan (1671/2–1726) », *Oxford Digital Dictionary of National Biography*, 2008.

⁷⁸ « *cumque dicta Sua Majestas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. [...] Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718 n.st. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad ver [v^o] bum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & cum dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium Tabulis sufficientibus ad hoc opus confirmandum muniverit [...] nos infrascripti Caesareae, Britannicae, & Christianissimae Majestatum ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti [...] declaravimus & per praesentes Majestatis suae Catholicae puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulos praefati Tractatûs Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.* »

⁷⁹ Leo Santifaller, Lothar Gross et Friedrich Hausmann (dir.), *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden*, Band. 2: 1716-1763, Zürich, Fretz und Wasmuth, 1950, p. 71-72.

⁸⁰ « *Ego autem infrascriptus Majestatis suae Catholicae Plenipotentarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Foederatarum Potestarum Conventionem Parisiis [...] observatum fuerit Ministrum Majestatis suae Caesariae dictam Conventionem Parisiis factam non suscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem [...] à Ministro Majestatis suae Caesariae subscriptam complementum suum accepisse.* » (Accession de Philippe V, op.cit., p. 26).

III. Diplomatie de congrès

Le 27 mars 1721, la France et l'Espagne conclurent un « pacte de famille »⁸¹. Le 13 juin, la Grande-Bretagne y fut incluse. Le 27 septembre 1721, les alliés franco-anglais promirent de garantir les renonciations de Philippe V et de Charles VI⁸². Cependant, il fallut attendre le 9 décembre 1723 pour voir les lettres expectatives d'investiture éventuelle sortir de la Chancellerie impériale (*Hofkanzlei*)⁸³ viennoise. Le 9 janvier 1724, le congrès de Cambrai⁸⁴, annoncé dans les articles de la Quadruple Alliance de 1718, put enfin entamer ses travaux. Entretemps, aussi bien le régent (2 décembre 1723) que son premier ministre (10 août 1723) avaient disparu.

A. Les relations ambiguës entre droit impérial et droit des traités

Le ballet diplomatique autour des garanties de ce qui avait déjà été conclu, ou de l'exécution de ce que Philippe V et Charles VI avaient déjà maintes fois promis, peut sembler étrange. C'est ainsi que le comprirent d'ailleurs Alexander Hume Campbell, Lord Polwarth (1675-1740)⁸⁵ et Charles Baron Whitworth (1675-1725)⁸⁶, plénipotentiaires de Georges I^{er} au Congrès :

« En soi tellement infondé et même absurde, que l'on ne peut pas croire qu'il serait jamais proposé, si ce ne fût que par des gens déterminés à obtenir, même par des voies impossibles, ce qu'ils considèrent comme un point d'honneur. Les actes d'investiture et de garantie ne sont pas seulement tout à fait différents dans leur nature, mais les investitures relèvent de l'empereur sur base de la Quadruple Alliance, sans aucune obligation de retour. L'acte de garantie, que Sa Majesté et le roi de France ont donné, n'est qu'une œuvre superflue, afin de calmer la jalousie des impériaux⁸⁷. »

Le congrès, qui avait mission de conclure un traité de paix définitif entre les prétendants et de fixer les détails pour ce qui concerne les territoires italiens, se trouva embourbé dans une discussion éminemment juridique. En quoi le système des traités d'Utrecht aurait-il permis de déroger à des ordres juridiques préétablis, comme le droit féodal de l'Empire ? Pour les juristes impériaux, les traités de Westphalie ne changèrent rien au régime juridique des fiefs impériaux de la péninsule. Par conséquent, si Côme III de Médicis (1642-1723)⁸⁸ puis son fils Jean Gaston

⁸¹ Traité entre Louis XV et Philippe V, Madrid, 27 mars 1721, AMAE, Base des Traités (<http://www.diplomatie.gouv.fr/traites/affiche traite.do?accord=TRA17210007>).

⁸² Traité entre Louis XV, Philippe V et Georges I^{er}, Madrid, 13 juin 1721, *CUD* VIII/1, n^o. X, 34-36.

⁸³ NA, SP, 78, 173, annexe à la lettre de Polwarth et Whitworth à Carteret, Cambrai, 24 janvier 1724, ff. 20r^o-25v^o.

⁸⁴ M. Starkey, « La diplomatie britannique au congrès de Cambrai (1722-1725) », *Revue d'histoire diplomatique* vol. LXXXV, 1971, p. 98-115; *Mémoires pour servir à l'histoire du Congrès de Cambrai*, s.l., s.n., 1723; Karl-Heinz Lingens, « Kongresse im Spektrum des friedenswährenden Instrumente des Völkerrechts - Cambrai und Soissons als Beispiele frühneuzeitlicher Praxis », dans Heinz Duchhardt (dir.), *Zwischenstaatliche Friedenswahrung in Mittelalter und Früher Neuzeit*, Köln/Wien, Böhlau, 1991, p. 205-226.

⁸⁵ Diplômé de droit civil de l'Université d'Utrecht pendant l'exil de sa famille whig sous Jacques II, membre du dernier parlement écossais. G.F.R. Barker, « Campbell, Alexander Hume, second earl of Marchmont (1675-1740) », *Oxford Digital Dictionary of National Biography*, 2006; D.D. Aldridge, « Whitworth, Charles, Baron Whitworth (bap. 1675, d. 1725) », *Ibid.*, 2004.

⁸⁶ Éduqué à Trinity College (Cambridge) et Eton, secrétaire d'ambassade dès 1700. J.M. Hartley, *Charles Whitworth: Diplomat in the Age of Peter the Great*, Aldershot, Ashgate, 2002.

⁸⁷ « It is in itself so groundless and absurd, that it can scarce be believed it should ever be proposed, except by People who will by the impossible to gain what they imagine a Point of honour. For the Acts of Investiture & Guaranty are not only entirely different in their natures, but the Investitures are due from the Emperor by the Quadruple Alliance without any return, and the Act of Guaranty, which His Majesty and the French King have granted, is only a work of Superrogation to quiet the Jealousies of the Imperialists » Polwarth et Whitworth à John Carteret, Cambrai, 10 janvier 1724, NA, SP, 78, 173, fol. 233r^o.

⁸⁸ Jean-Claude Waquet, *De la corruption : morale et pouvoir à Florence aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 1984.

(1671-1737) venaient à mourir sans descendant légitime et mâle, l'empereur aurait le droit d'attribuer leurs territoires à un nouveau vassal. Un cas classique de *Heimfall* (retour d'un fief à l'empereur). Les duchés de Parme et de Plaisance⁸⁹ connaîtraient alors un sort pareil. Dans le cas de ces derniers, le pape disputait la suzeraineté à l'empereur. Vu l'histoire politique mouvementée qui avait résulté dans le détachement des deux duchés de celui de Milan, la question était également une pomme de discorde entre Rome et Vienne. Stanhope et Dubois utilisèrent cet argument pour convaincre Charles VI de fixer le statut juridique de ces territoires dans le Traité de la Quadruple Alliance. Avec la garantie des principales puissances européennes, on ne mettrait plus en doute la suzeraineté impériale. Cependant, l'article cinq désignait les fils d'Elisabeth Farnèse comme successeurs. Pour obtenir la reconnaissance des fiefs comme relevant de l'empereur seul, ce dernier devait accepter de perdre pour une seule fois son droit de nommer le nouveau vassal après l'extinction des héritiers mâles de la maison Farnèse.

Une modification implicite du droit impérial s'opéra à travers la conclusion du Traité de Londres. Alors qu'il est vrai que l'empereur retrouve la plénitude de ses pouvoirs pour un éventuel cas subséquent de vacance du fief, il le perdit à l'instant. Cette solution a été concertée avec les Farnèse et les Médicis, mais leur consentement n'est certainement pas prévu dans l'Alliance. Or, dans le cas de la Toscane, le Sénat, organe représentatif de la république de Florence qui clame son indépendance depuis des siècles, avait prévu la succession d'Anne Marie Louise de Médicis (1667-1743), sœur du futur grand-duc Jean Gaston et électrice douairière du Palatinat. Le scénario d'une succession de la famille des d'Este (Modène) avait également été envisagée par Côme III⁹⁰. Le grand-duc s'était toujours manœuvré entre l'empereur et l'Espagne, tout au long des disputes autour de la Succession d'Espagne⁹¹. La solution de Stanhope et Dubois signifiait l'abdication de la souveraineté sur une question essentielle pour ses états. En termes juridiques, on constate que le discours de la Quadruple Alliance régla l'affaire de façon autonome. Même si les termes utilisés sont familiers au droit féodal, il leur donne une signification *sui generis*, indépendante de leur utilisation traditionnelle en droit interne. La hiérarchie entre traité et droit public interne est soutenue par le compromis entre les grandes puissances de l'Europe. Aller contre ce dernier équivaldrait le déclenchement d'une guerre ouverte en Europe, risque que personne ne pouvait prendre.

Au congrès se manifesta l'opposition entre d'une part, l'attitude défensive des impériaux, qui tentaient de qualifier l'affaire selon les termes du droit impérial, d'un côté, et ceux des médiateurs, qui pouvaient faire prévaloir la solution du Traité, auquel l'empereur avait souscrit, fut évidente. La position de l'Espagne était plus complexe encore. Philippe V voulait établir ses enfants comme souverains à part entière, sans aucune forme de soumission par rapport à Vienne. Assez paradoxalement, l'Espagne pensa trouver des éléments d'autonomie dans le caractère contractuel de... la relation féodale. Il faut bien entendu dissocier les régime féodal et seigneurial. Il n'y a que ce dernier qui entraîne une soumission de la personne placée sous protection d'un seigneur. Entre vassal et suzerain, par contre, le contrat féodal entraîne un échange entre égaux : protection et territoire au vassal, assistance militaire et matérielle au suzerain. Pour contrer cette interprétation espagnole, les juristes impériaux tentèrent d'insérer le mot *ligus* dans l'investiture, désignant ainsi don Carlos, fils de Philippe V, comme vassal

⁸⁹ Nicolas-Louis Le Dran, *Sur les droits de l'Empereur à la succession de la Maison Farnèse et aux duchés de Parme et Plaisance*, AMAE, MD Italie 28, s.d.

⁹⁰ Riguccioni Galluzzi, *Histoire du grand duché de Toscane, sous le gouvernement des Médicis, traduite de l'italien, livre IX*, Paris, Hôtel Serpente, 1784 [1782], p. 74-75.

⁹¹ Marcella Aglietti, « Il Granducato di Toscana negli anni Trenta del Settecento. Il cambio dinastico e la difficile eredità medicea », *Ricerche Storiche* vol. n° 2004, p. 259-325.

soumis au *prodominium* de Charles VI⁹². Dans leur relation à l'objet territorial du contrat féodal, seigneur et vassal exercent tous les deux un droit de propriété. Les premiers savants qui étudièrent le Digeste redécouvert au douzième et treizième siècle distinguèrent ces deux formes d'autorité en un *dominium directum* (incluant la possibilité d'aliéner le fief) et un *dominium utile* (permettant de louer le fief à un tiers, de le grêver d'une hypothèque). Les juristes impériaux tentèrent de transformer ces deux formes d'autorité en une relation hiérarchique. Or, en droit féodal, un vassal ne peut être jugé que par ses pairs, d'où la composition de cours féodales par les pairs du défendant. La vassalité ligique est une variante du système féodal générique⁹³. Elle implique qu'un vassal doit donner la priorité à sa relation avec un de ses multiples suzerains. Initialement, le système des hommes liges fut développé dans les pays de droit écrit comme alternative à la féodalité⁹⁴. Très similaire au système du cliéntelisme romain, il impliquait qu'un homme se mettait sous la protection d'un autre et était donc tenu de lui rendre hommage et de lui obéir. Alors que personne ne niait que l'article cinq du Traité de Londres avait admis don Carlos dans des « *Jura, Status seu Ducatus Superioritatis Imperialis* »⁹⁵, ceci ne signifiait pas pour autant sa soumission à la cour de Vienne.

Dès l'inclusion du terme « *ligus* » dans l'investiture prévue pour don Carlos, le cardinal Dubois, originaire du Sud-Ouest de la France, pays de droit écrit où le système des hommes liges servait d'alternative à la féodalité, décida de l'écarter. Le terme aurait impliqué « Hommage et service en Personne »⁹⁶, incompatible avec le statut désiré pour le fils de Philippe V. Les pirouettes rhétoriques et argumentatives des deux partis poussa régulièrement les médiateurs au désespoir. Ainsi, quand Côme III décéda, le 31 octobre 1723, il se développa une querelle entre Vienne et Madrid au sujet de l'investiture de la république de Sienne pour son fils Jean Gaston. Philippe V affirma qu'il lui incombait comme vassal de l'Empire pour Sienne, de donner l'investiture au nouvel arrière-vassal impérial Jean Gaston. Vienne contesta cette théorie, mais sur une base assez peu crédible. Pentenrieder et Windischgrätz mirent en avant qu'il était interdit aux étrangers de devenir vassal d'Empire. Ce qui était évidemment très étrange, eu regard aux possessions suédoises ou encore le rôle de Georges I^{er} comme électeur et roi de Grande-Bretagne à la fois. L'explication appropriée était plutôt que l'issue de la Guerre de Succession d'Espagne avait obligé Philippe V à renoncer à toutes ses terres et prétentions en Italie. Situation confirmée par ailleurs dans le Traité de la Quadruple Alliance. Cependant, l'argumentation incohérente des Impériaux donna lieu à un bien maigre constat :

« Les raisons des Impériaux ont très justement pu être disputées, mais la chose en elle-même non, si seulement elle avait été bien comprise »⁹⁷ »

B. Médiateurs, garants ou parties contractantes ?

La position intermédiaire de la France et de la Grande-Bretagne n'est pas difficile à saisir. Tout au long de la discussion sur le sort des duchés italiens, de 1716 à 1731, elle oscille entre un pôle espagnol et un pôle autrichien. A chaque instant, les politiques choisies à Versailles ou à Hampton Court ne sont jamais désintéressées. Cependant, la construction juridique de l'affaire

⁹² Rüdiger Freiherr von Schönberg, *Das Recht der Reichslehen im 18. Jahrhundert. Zugleich ein Beitrag zu den Grundlagen der bundesstaatlichen Ordnung*, Heidelberg/Karlsruhe, Müller, coll. « Studien und Quellen zur Geschichte des deutschen Verfassungsrechts. Reihe A, Studien ; Bd 10 », 1977.

⁹³ Dirk Heirbaut, « Ligische Vassalität », dans Albert Cordes et Heiner Lück (dir.), *Handwörterbuch zur Deutschen Rechtsgeschichte*, Berlin, Erich Schmidt Verlag, 2015, p. 996-997.

⁹⁴ Paul Duparc, « Libres et hommes liges », *Journal des savants* vol. II, n° 2, 1973, p.

⁹⁵ Expectatives, *op.cit.*, ff. 20v°-21r°.

⁹⁶ Lukas Schaub, ambassadeur anglais, à John Carteret, secrétaire d'état pour le département du Sud, Paris, 4 mars 1723, NA, SP, 78, 179, fol. 100v°.

⁹⁷ « the Reasons of the Imperialists may be very justly disputed, thô the thing in itself could not, had it been rightly understood », Polwarth et Whitworth à Carteret, Cambrai, 5 avril 1724, NA, SP, 78, 173 fol. 220v°.

donna un avantage rhétorique à celles issues du système des traités d'Utrecht. En mars 1721, la France promet à l'Espagne la récupération de tous les lieux occupés par son armée tant aux Amériques qu'en Europe⁹⁸. Le régent offrait en outre ses bons offices pour la récupération de Gibraltar, cédée à la Grande-Bretagne lors de la Paix d'Utrecht, sous-entendant l'accord du Parlement anglais. Ensuite, le soutien des plénipotentiaires à Cambrai pour la *modification* du Traité de Londres en faveur de don Carlos, ce qui sous-entendait l'accord (impossible) de l'empereur. En plus, des accords bilatéraux entre Côme III et Philippe V ne seraient pas opposés par la France. Finalement, des garnisons espagnoles, et non suisses, seraient introduites en Italie. Il va de soi que ces quatre points n'étaient que des promesses de papier et n'étaient aucunement applicables sans le consentement anglais, voire impérial⁹⁹.

D'abord, la France et la Grande-Bretagne s'étaient engagées à Londres à garantir le contenu du traité de la Quadruple Alliance, et son exécution. Dans le traité à conclure à Cambrai, elles endosseraient nécessairement le même rôle. Ensuite, comme puissances signataires du traité de 1718, elles avaient bien entendu réussi à fixer leurs intérêts dans ce cadre formel. Cependant, fallait-il qu'elles en fussent également à Cambrai ? Comme le contentieux bilatéral franco-espagnol et anglo-espagnol avait été résolu en 1721, et comme l'empereur avait été leur allié, les plénipotentiaires avaient les mains libres et pouvaient se montrer désintéressés quant à l'exécution des principes dont les puissances étaient convenues conjointement. Finalement, ce rôle mena à une fonction de médiateur. Le congrès évita les réunions plénières. Aussi bien l'Espagne que l'empereur passaient dans les résidences des délégations française et anglaise, sans se voir directement. Cette position intermédiaire donna évidemment une marge de manœuvre, ou le pouvoir de transformer graduellement les exigences d'origine, en rapprochant les points de vue, soit en évoluant graduellement vers la solution souhaitée par les médiateurs eux-mêmes. En d'autres termes, la France et la Grande-Bretagne se livraient à des critiques évidentes de manque de respect de leurs obligations en tant que recours naturel.

Parfois, l'art de la distinction, emprunté à la formation juridique, permettait de trier les dossiers sur le volet. En écartant les affaires en rapport avec les engagements de leurs souverains, et donc les plus contentieuses, aux cours respectives, les médiateurs entendaient conserver leur emprise sur le contentieux austro-espagnol:

« Nous l'avions jugé nécessaire de distinguer entre nos maîtres comme parties contractantes et garants, ou encore comme médiateurs. Tous les aspects pertinents à cette première qualité devaient être traités de cour à cour. Nos instances sont plus efficaces directement à Vienne, qu'auprès des ambassadeurs ici. Rien ne devrait être porté devant le congrès, que ce qui est directement pertinent à la médiation¹⁰⁰ »

Puis, afin de libérer la négociation d'éventuelles entraves politiques, on proposa de renverser les dynamiques de la négociation. Au lieu de renvoyer chaque point contentieux pour discussion à Madrid, Vienne, Londres ou Versailles, on décida de forger un compromis conjoint d'abord, puis le faire ratifier à domicile. Tout ceci en étant bien conscient du poids accru d'un texte déjà avalisé par les représentants des principaux interlocuteurs. Agir autrement aurait par ailleurs vidé la négociation de tout son sens. Cependant, il ne convient pas de minimiser ce point essentiel. Le congrès s'était ouvert en janvier 1724, mais bien entendu dans un cadre de pleins

⁹⁸ Art. 1, Traité d'alliance du 21 mars 1721, *op.cit.*

⁹⁹ Polwarth et Whitworth à Carteret, Cambrai, 10 janvier 1724, NA, SP, 78, 173, fol. 233v°.

¹⁰⁰ « *We had thought it necessary to make a distinction [r°] between our Masters as Contracting Parties and Garants, or as Mediators; that whatever points related to them in the first Quality would be most properly treated from Court to Court, and the instances have more effect of made directly at Vienna, than to the Ambassadors here; and that nothing should be brought before the Congress, but what belonged immediately to the Mediation* » Polwarth et Whitworth à Carteret, Cambrai, 4 mars 1724, NA, SP, 78, 173, fol. 146v°.

pouvoirs très restreints, qui avaient fait l'objet d'une longue discussion détaillée¹⁰¹. S'en écarter potentiellement, constituait un élément de dynamique propre au forum¹⁰².

C. Querelles accessoires

Ensuite, le même article cinq, qui vaut en lui seul tout un traité, garantissait la tranquille possession de François Farnèse, duc de Parme. Or, celui-ci était en litige permanent sur les limites de ses territoires avec le duché de Milan, détenu par l'empereur. La position de l'envoyé parmesan Ottavio Sanseverino d'Aragona fut celle d'assistant-exécuteur de l'Espagne¹⁰³. Perturbant le système général de la médiation en mettant sans cesse les revendications de son maître sur table, il visait à accumuler des flèches dirigées contre l'empereur.

D. Les épines

Deux dossier juridiques firent dérailler le congrès de Cambrai. Leur traitement fut incompatible avec le schéma général de la médiation. En premier lieu vu la nécessité d'un nouveau consensus entre les alliés sur ces dossiers, dans lesquels leurs intérêts divergèrent. D'abord, le dossier de la Compagnie Impériale des Indes Orientales à Ostende dans les Pays-Bas Méridionaux, créée en 1722 par l'empereur Charles VI¹⁰⁴. Ensuite, celui de la Pragmatique Sanction de Charles VI. Le premier dossier était dirigé contre la cour de Vienne. Il réunissait les intérêts des Puissances Maritimes : la Grande-Bretagne et la république des Provinces-Unies. Cette dernière n'était pas représentée à Cambrai à cause de sa politique de neutralité pendant la guerre de la Quadruple Alliance¹⁰⁵. Cependant, l'Espagne crut pouvoir utiliser le dossier pour rallier définitivement les médiateurs à sa cause, en incitant la Grande-Bretagne à s'opposer à l'empereur..

Le dossier de la Compagnie d'Ostende a souvent été considéré comme une simple confrontation bilatérale entre la république des Provinces-Unies et les Pays-Bas Méridionaux. Le droit des habitants de ce dernier territoire aurait été limité par la Paix de Munster entre la république et le roi d'Espagne en 1648, ce dernier interdisant la navigation aux Indes Occidentales tant qu'Orientales à ses sujets « castillans »¹⁰⁶. Tous les éléments de cette position pouvaient être sujet à controverse. On pouvait également attaquer la nature de la transmission de souveraineté à Charles VI par le Traité d'Utrecht et celui de la Barrière¹⁰⁷. La position doctrinale soutenue

¹⁰¹ Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy*, op. cit., p. 276-290.

¹⁰² *Ibid.*, p. 294.

¹⁰³ Augustus Johannes Veenendaal jr. (dir.), *De Briefwisseling van Anthonie Heinsius: 1702-1720*, Den Haag, Martinus Nijhoff, coll. « Rijksgeschiedkundige Publicatieën; Grote Serie; 194 », 1985, vol. XIX, p. 489; Leo Santifaller, Lothar Gross et Friedrich Hausmann (dir.), *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden, Band. 2: 1716-1763*, p. 71-72; Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy*, op. cit., p. 273.

¹⁰⁴ Michel Huisman, *La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI : la Compagnie d'Ostende: étude historique de politique commerciale et coloniale*, Bruxelles, Lamertin, 1902; Frederik Dhondt, « Delenda est haec Carthago: The Ostend Company As A Problem Of European Great Power Politics (1722-1727) », *Revue Belge de Philologie et d'Histoire/Belgisch Tijdschrift voor Filologie en Geschiedenis* vol. XCIII, n° 2, 2015, à paraître.

¹⁰⁵ « the Dutch would not enter into any Engagements which were taking for the Publick tranquility [r°] of Europe, and yet pretended to make use of them whenever their Private Interests were concerned; By which they would share the advantage without taking upon themselves any part of the risque or trouble for the future. » (Polwarth et Whitworth au duc de Newcastle, Cambrai, 11 mai 1724, NA, SP, 78, 174, fol. 1v°-2r°).

¹⁰⁶ Jean Barbeyrac, *Défense du droit de la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales, contre les nouvelles Prétensions des Habitans des Pays-Bas autrichiens, Et les Raisons ou Objections des Avocats de la Compagnie d'Ostende*, La Haye, Thomas Johnson, 1725; Abraham Westerveen, *Vertoog van het Regt, dat de Vereenigde Nederlandsche Oost-Indische Maatschappye Heeft op de Vaart en koophandel Naar Oost-Indiën; Tegen de Inwoonders van de Spaanse, nu de Oostenrykse Nederlanden. Uyt het Latyn vertaald*, Amsterdam, Johannes de Ruyter, 1723.

¹⁰⁷ Traité entre Charles VI, Georges I^{er} et les États-Généraux des Provinces-Unies, Anvers, 15 novembre 1715, *CUD* VIII/1, n°. CLXXX, 458-468.

par la Compagnie hollandaise des Indes Orientales (VOC) revenait à dégrader le droit de naviguer en haute mer, proclamé un siècle plus tôt par Grotius contre le Portugal et l'Espagne, à une simple « faculté ». *Mare liberum, pactis clausum*. Mais le pacte en question, le Traité de Munster du 30 janvier 1648, pouvait-il toujours lier Charles VI ? L'interdiction pouvait tout aussi bien avoir été fondée en droit interne, ce qui la rendait potentiellement caduque en cas de transfert de souveraineté.

Ensuite, la Pragmatique Sanction sous-entendait l'élargissement des logiques prônées par les médiateurs au dossier de la succession de Charles VI dans ses pays héréditaires. Pour l'empereur, il s'agissait de faire reconnaître les droits de l'archiduchesse Marie-Thérèse, à la fois sur le plan interne, dans chacun des territoires où les Habsbourg occupaient le trône, et sur le plan international, en faisant accepter les principales puissances de l'Europe à cette modification des lois fondamentales internes. Le procédé était similaire à ce qu'avait entrepris Guillaume III de Grande-Bretagne en voulant consolider la Révolution de 1688 et aux négociations franco-anglaises depuis 1711 pour séparer les monarchies de France et d'Espagne. Le critère d'acceptation de cette situation, qui la rendrait juridiquement assurée, était néanmoins purement politique¹⁰⁸. Or, comme le formulaient Polwarth et Whitworth :

« Les successions de France et d'Espagne, par lesquelles il est stipulé que les deux couronnes ne seront jamais réunies dans une même personne, était un des objectifs principaux de la Grande Alliance de 1701 et de tous les traités conclus depuis. Ceci était nécessaire pour l'intérêt général et la sécurité de l'Europe. Cependant, plusieurs princes pourraient être d'avis que ces aspects ne se retrouveront plus dans une garantie de la succession de l'Empereur dans tous ses territoires fort étendus, en leur gardant ensemble, sans aucun risque ou problème¹⁰⁹ »

Épilogue : les traités de Vienne

Le congrès de Cambrai échoua à cause d'un incident dynastique classique. Le premier ministre, le duc de Bourbon, décide en son conseil de renvoyer l'infante Anne Marie Victoire, promise à Louis XV lors de la réconciliation entre la France et l'Espagne en 1721¹¹⁰. À partir de ce moment, la cour de Madrid était tellement offusquée contre les médiateurs franco-anglais, qu'un accord avec l'ennemi traditionnel devint tout à coup possible. Le duc de Ripperda, transfuge des Provinces-Unies converti au catholicisme¹¹¹, est envoyé en agent secret à Vienne. Après de longues tractations secrètes avec Sinzendorf (1671-1742) et Eugène de Savoye (1663-1736), quatre traités furent signés à la fin du mois d'avril et au mois de juin¹¹². Charles VI et Philippe V règlent leur contentieux bilatéral. Ceci derrière le dos des négociateurs. Cependant,

¹⁰⁸ La Pragmatique Sanction était d'autant plus délicate pour Georges I^{er}, duc de Brunswick-Lunebourg et Électeur du Saint Empire Germanique, qui se trouvait pris entre système européen et système allemand. Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy*, op. cit., p. 400-402.

¹⁰⁹ « *The Succession of France and Spain, by which it is provided that those two Crowns shall never be united in the same Person, was one Principall end of the Grand alliance in 1701 and of all the Treaties Since, and was necessary for the general Interest and Security of Europe; But it is possible several Princes may not think these last motives will be found in establishing the Emperor's Succession to all his vast Dominions, in such a manner as to keep them entire, and that without any risk or trouble* », « Considerations on such of the Demands of the Imperialists as may concern Great Brittain », s.d., NA, SP, 78, 174, fol. 84r°.

¹¹⁰ Albane Pialoux, « Le renvoi de l'Infante Marie Anne Victoire par Louis XV », dans Lucien Bély et Géraud Poumarède (dir.), *L'incident diplomatique (xvi^e-xviii^e siècle)*, Paris, Pedone, 2010, p. 399-416.

¹¹¹ Sytze van der Veen, *Spaanse Groninger in Marokko: de levens van Johan Willem Ripperda (1682-1737)*, Amsterdam, Bert Bakker, 2007.

¹¹² Traité de paix entre Charles VI et Philippe V, Vienne, 30 avril 1725, *CUD* VIII/2, n° XXXVI, 106-113 ; Traité d'alliance entre Charles VI et Philippe V, Vienne, 30 avril 1725, *Ibid.*, n° XXXVII, 113-114 ; Traité de Navigation et de Commerce entre Charles VI et Philippe V, Vienne, 1^{er} mai 1725, *Ibid.*, n° XXXVIII, 114-121 ; Traité de paix entre Charles VI et Philippe V, Vienne, 7 juin 1725, *Ibid.*, n° XXXIX, 121-125.

outre ce point d'honneur, ils décidèrent d'un mariage d'un des fils issus du mariage de Philippe V et Elisabeth Farnèse avec une des archiduchesses de Charles VI. Le libellé exact de cette clause restant longtemps secret, la diplomatie européenne cria au scandale¹¹³. Le principe le plus fondamental du système d'Utrecht fut ouvertement violé. Bien que le préambule du Traité d'alliance entre Philippe V et Charles VI implorât le respect de l'ordre juridique. Feignant de préserver l'équilibre et la tranquillité de l'Europe en réconciliant les deux maisons par un mariage, les négociateurs de Vienne rendirent le traité en réalité inacceptable. L'essentiel de la paix d'Utrecht ne consiste pas en la séparation spécifique des couronnes de France et d'Espagne.

Les traités conclus par Ripperda ne pouvaient pas être durables. D'abord, puisque l'engagement impérial n'était pas sincère. Charles VI voulait avant tout séparer l'Espagne des deux médiateurs, qui avaient protégé une délégation espagnole peu impressionnante au congrès de Cambrai. L'Espagne paya les subventions accordées à l'empereur, mais ne reçut jamais d'engagement concret concernant les mariages. Ensuite, la constitution quasi-immédiate de la Ligue de Hanovre (3 septembre 1725), réunissant la France, la Grande-Bretagne, la république et la Prusse menaçait l'Europe d'une nouvelle guerre¹¹⁴.

L'engagement de la république, cette fois, pouvait être expliqué comme une suite logique de son opposition à la Compagnie d'Ostende, qu'elle était déterminée de détruire. La ligne d'argumentation *mare liberum, pactis clausum* était dénuée de sens depuis la conclusion d'un traité de commerce à Vienne. Un traité (*pactum*) venait d'ouvrir la navigation vers les Indes Espagnoles aux sujets de Charles VI : celui qu'il venait de conclure avec Philippe V¹¹⁵. *Mare liberum, pactis apertum* ! Cependant, l'affaire de la Compagnie d'Ostende n'était pas essentielle pour la cour de Vienne, si seulement la Pragmatique Sanction était reconnue. Ce dernier virage est essentiel, car il réinscrit les Habsbourg dans la logique des traités. Sauf peut-être Philippe V, qui mit le siège devant Gibraltar, personne n'était prêt à prendre le risque d'une guerre généralisée. Le passage de Ripperda fit autant de bruit qu'il était éphémère.

Conclusion

Dans l'élaboration diplomatique des traités d'Utrecht, on constate que le politique est rythmé par le juridique. Le juriste dispose du monopole de légitimation. Ainsi, il transforme l'aspiration politique et l'intérêt propre du prince en un acte référant aux accords conclus entre pairs. Ceci leur confère un caractère obligatoire. Il n'est pas seulement question de juristes-apologètes¹¹⁶. Le discours juridique est contraignant, dans toute situation où le recours à la force ne constitue pas une option effective. La faculté théorique du monarque de recourir à la guerre étant quasi-illimitée, il n'en est souvent pas ainsi dans les faits. À défaut de forcer une renégociation par les armes, le ballet diplomatique constitue la seule issue. Dans un dialogue propre au milieu des diplomates, les traités et coutumes donnent le ton. Les virtuoses du verbe juridique détiennent alors toutes les clés de la solution.

Le droit des traités est un vecteur de consensus, et non d'opposition. Pointer du doigt le non-respect de clauses conventionnelles n'aurait que peu de sens. Les traités les plus fondamentaux, comme les traités bilatéraux conclus à Utrecht, Rastatt et Bade, servent de clé d'interprétation des accords suivants. À quoi sert une alliance si elle défait la tranquillité tant

¹¹³ Frederik Dhondt, *Balance of Power and Norm Hierarchy*, op.cit., p. 361-365.

¹¹⁴ Traité d'alliance entre Louis XV, Georges I^{er} et Frédéric-Guillaume I^{er} de Prusse, Hanovre, 3 septembre 1725, *CUD* VIII/2, n°. XLI, 127-129. William Frederick Chance, *The League of Hanover. A Study of British foreign policy in the last years of George I*, London, John Murray, 1923.

¹¹⁵ Traité de Navigation et de Commerce entre Charles VI et Philippe V, op. cit., art. I.

¹¹⁶ Martti Koskenniemi, *From apology to utopia : the structure of international legal argument*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 [1989].

prise de l'Europe ? L'ordre juridique de 1713-1714 a été établi après en réalité non une seule, mais un enchaînement de guerres¹¹⁷. Tout ce que la force armée n'a pas pu renverser, sert de point de départ incontournable. Et s'impose aux autres instruments et ordres juridiques.

¹¹⁷ John A. Lynn, *The wars of Louis XIV, 1667-1714*, Londres, Longman, coll. « Modern Wars in Perspective », 1999.